

Mes chers compatriotes,

A moins de 3 ans des élections générales de 2015, l'honneur m'échoit de vous soumettre un projet de constitution reflétant le schéma constitutionnel que je préconise offrir au Burundi.

C'est un texte qui a été élaboré dans le souci de doter le Burundi de nouvelles institutions démocratiques ayant pour seul but de procurer au plus haut degré le bonheur, la liberté et la sûreté au peuple.

Tous les efforts ont été faits pour rendre ce texte un instrument de liberté offrant au peuple plus de droits et libertés leur permettant de se débarrasser des dirigeants toutes les fois qu'ils tenteront de devenir despotiques.

Ce texte vise à construire un système politique juste et équitable basé sur le respect des droits fondamentaux des citoyens, les élections libres et transparentes et une séparation stricte des pouvoirs permettant des contre-pouvoirs efficaces avec une nouveauté : la presse comme un pouvoir indépendant de l'Etat.

Ce texte instaure une séparation stricte des pouvoirs avec:

1. Un pouvoir législatif monocaméral (avec une seule assemblée) qui devient maître de l'initiative et du vote de la loi, qui ne peut pas être dissout, qui ne peut pas être rationalisé et qui est complètement indépendant des autres pouvoirs de l'Etat.
2. Un pouvoir exécutif monocéphale (avec une seule tête) incarné par un chef de l'Etat avec des pouvoirs réduits. Ce pouvoir est aussi indépendant des autres pouvoirs de l'Etat mais il est enfermé dans des règles constitutionnelles strictes lui empêchant de devenir despotique.
3. Un pouvoir judiciaire réformé pour le rendre plus moderne, plus efficace et indépendant.
4. Un pouvoir médiatique indépendant ayant pour mission constitutionnelle de garder un œil sur ce que font les autres pouvoirs de l'Etat et d'en informer le peuple à qui reviendra le dernier mot de décider s'ils méritent de continuer à gouverner ou d'être écartées des affaires publiques.

Dans un tel schéma constitutionnel, nous aurons :

- une réduction significative des pouvoirs du président de la République pour limiter son arbitraire qui conduit souvent à la dictature, l'autoritarisme voir même le totalitarisme.
- une réduction de la taille du gouvernement avec l'élimination des institutions inutiles (comme le sénat, la Cour des comptes, le bureau de l'ombudsman, la Cour anti-corruption, les provinces, le Conseil économique et social, certains ministères comme celui de la bonne gouvernance, etc.) ce qui ne permettra d'économiser plus d'un tiers de notre budget annuel que nous pourrons orienter dans des domaines prioritaires.
- une société multiculturelle qui n'est pas basée sur les quotas ethniques
- une démocratie libérale pluraliste caractérisée par l'acceptation du débat politique, le respect de l'opposition et la diversité des opinions politiques.
- une réforme de notre système de santé qui nous permettra de donner une couverture de santé à tous les burundais
- une réforme de notre système éducatif : l'éducation deviendra obligatoire et gratuite jusqu'à la fin de l'école secondaire, les examens nationaux conçus pour limiter l'accès à l'enseignement comme le concours national, le test de 10ème et l'examen d'Etat disparaîtront, l'Etat ne va plus exercer une ingérence dans les universités, les conditions de vie des enseignants seront considérablement améliorés, etc.
- une politique de lutte contre la corruption et recouvrement des biens détournés.
- une élimination des inégalités et injustices de notre société.

Mes chers compatriotes, **ne vous contentez pas de dire que les choses ne sont pas bonnes, essayez plutôt de dire ou de faire quelque chose pour les rendre meilleures.** Je vous demande alors de lire et relire ce texte pour nous aider à le rendre meilleur pour le Burundi.

Vos suggestions sont les bienvenues à : lawgroup98@yahoo.fr

Je vous remercie.